

**Stage ATTAC : novembre-décembre 2002**  
**Keith Dixon**

***De la Société du Mont Pèlerin à l'arrivée de Margaret Thatcher***

*Dates-clé*

**1945** : victoire du parti travailliste aux élections de juin. Début d'une période de réformes importantes (1945-1950 ; 1950-1951) inspirée par John Maynard Keynes et William Beveridge (tous deux proches du parti libéral)

**1946-1948** : introduction du Système National de Santé (*National Health Service*)

(**1947** : création de la *Société du Mont Pèlerin* (en Suisse))

**1946-1949** : série de nationalisations décidée par les travaillistes : *énergie* (charbon, gaz, électricité) ; *transports* (chemins de fer, canaux, transports routiers) ; *télécommunications* ; *sidérurgie* ; *Banque d'Angleterre*

Treize ans d'administration conservatrice (**1951-1964**) vont confirmer les nouveaux modes d'organisation de la société britannique (« le consensus d'après-guerre »). Economie « mixte ». Etat social. Institutionnalisation du rôle des syndicats.

**1947-1964** : démantèlement de l'Empire britannique sous la pression des mouvements en faveur de l'indépendance (1947 : indépendance de l'Inde et du Pakistan)

(**1955** : création de l'Institut des Affaires Economiques (Institute of Economic Affairs) par Ralph Harris et Arthur Seldon.)

**1964-1970 (1979)** : gouvernement travailliste confronté au début de la « crise britannique » qui va marquer la fin des années soixante et toute la décennie qui a suivi. Crise économique et sociale ; crise constitutionnelle ; crise du mode de régulation et de gestion de la société britannique : le terreau du thatchérisme. 1967 : dévaluation de la livre sterling. 1972 : Bloody Sunday. 1974 : crise politique (deux élections générales). Intensification des luttes sociales. Le taux de syndicalisation dépasse 50% au milieu de la décennie.

**1974** : défaite du gouvernement conservateur pendant a grève des mineurs. (Création du Centre d'Etudes Politiques (*Centre for Policy Studies*))

**1975** : Margaret Thatcher élue leader des Conservateurs

(**1977** : Création du *Adam Smith Institute*)

**1979** : les Conservateurs remportent la victoire aux élections législatives, après « l'hiver du mécontentement » et resteront au pouvoir jusqu'en 1997 (1983 – 1987- 1992)

## ***Le néo-libéralisme au pouvoir au Royaume Uni : 1979 –1990***

### *Bref rappel du premier cours*

Le consensus d'après-guerre construit autour de *l'économie mixte*, de *l'Etat social* et de *l'intégration institutionnelle des syndicats* commence à être miné par la crise à partir de la fin des années soixante. Depuis plus d'une dizaine d'années la gestion social-démocrate de la société britannique est l'objet d'une critique *systématique* de la part des « libéraux économiques » au sein de *l'Institut d'Affaires Economiques (Institute of Economic Affairs)*, entre autres. Cette critique est largement inspirée par les travaux de von Hayek et de Friedman et va être reprise par le Centre d'Etudes Politiques (*Centre for Policy Studies*) de Thacher et Joseph et *l'Adam Smith Institute* de Pirie et Butler. Les néo-libéraux vont multiplier leurs interventions intellectuelles, médiatiques et politiques au cours des années soixante-dix. Ils remportent une victoire majeure lorsqu'en 1975 Margaret Thatcher est élue à la tête du parti conservateur et une deuxième victoire symbolique lorsqu'en 1976 le gouvernement travailliste est contraint d'accepter les conditions monétaristes imposées par le FMI en échange d'un plan de sauvetage financier. La doctrine monétariste fait ainsi son entrée dans la pratique économique gouvernementale, trois ans avant l'arrivée de Thatcher au pouvoir. La profondeur ainsi que le caractère multiple de la crise britannique (crise sociale, économique, constitutionnelle ; crise générale d'un mode de gestion keynésien et social-démocrate) vont conforter les positions des nouveaux conservateurs qui préconisent une mise en cause radicale de la politique gouvernementale suivie par les deux partis jusque là. La conflictualité grandissante de la société britannique est utilisée comme point d'appui par ceux et celles qui préconisent un retour renforcé de l'autorité (étatique).

### ***Une chronologie du néo-libéralisme britannique***

**1979** : victoire des Conservateurs aux élections de mai sur une plate-forme assez radicale, inspirée par le néo-libéralisme de von Hayek, le monétarisme de Friedman et l'autoritarisme social. Réduction de l'impôt sur le revenu (et augmentation de la TVA)

**1979-1981** : *récession économique* qui fait passer le nombre de chômeurs de 1.381.000 en 1978 à 2.809.000 en 1982

**1980** : législation autorisant la *vente des logements sociaux* à leurs locataires ; première loi limitant le droit syndical (monopole syndical d'embauche ; piquets de grève ; vote secret)

**1982** : Guerre des Malouines ; deuxième loi limitant le *droit syndical* (législation poursuivie en 1984, 1988, 1989, 1990, 1992)

**1983** : deuxième victoire des Conservateurs aux élections législatives de juin

**1984-1985** : accélération des privatisations (Enterprise Oil ; British Telecom ; Sealink, Jaguar ; Landrover, British Nuclear Fuels, une partie de British Steel et de British Shipbuilders, etc. ) ; grève des mineurs

**1986** : libéralisation de l'activité de la Cité de Londres (le « big bang »)

**1987** : troisième victoire des Conservateurs aux élections de juin

**1988** : réduction du taux d'imposition sur les plus hauts revenus (de 80% à 40% en dix ans)

**1988-1989** : introduction d'un nouveau système de fiscalité locale

**1990** : démission de Thatcher

**1992** : quatrième victoire des Conservateurs aux élections d'avril, sous la direction de John Major

**Mots clé** : limitation du pouvoir syndical ; privatisation ; libéralisation ; dérégulation ; compression des dépenses publiques ; précarisation (flexibilité)

## *Quelques points de repère*

\* le thatchérisme comme lieu de rencontre entre *le néo-libéralisme* (qui insiste sur la nécessité de « libérer » l'économie de deux formes d'interférence considérées comme particulièrement nocives : l'intervention étatique et les « pratiques syndicales monopolistiques » sur le marché du travail) et *le néo-conservatisme* (qui insiste sur la nécessité de réaffirmer l'autorité de l'Etat et plus généralement des institutions, telles que la famille, l'école, l'Eglise, la police etc.). Libérer l'économie tout en renforçant l'Etat. Pouvoir mobilisateur du thatchérisme autour du *nationalisme britannique* retrouvé (cf la Guerre des Malouines ou les rapports entre Thatcher et la Communauté Européenne).

\* **régler d'abord la « question syndicale »**, considérée comme la clé de voûte de la transformation sociale et économique. Une triple offensive : idéologique (créer un climat hostile à l'organisation syndicale), juridique (revenir sur les acquis de la législation de 1906 en ce qui concerne la protection juridique de l'activité syndicale) et politique (tenter de desserrer les liens entre les syndicats et le parti travailliste). Procéder par étapes et éviter les confrontations trop globales.

\* **mobiliser le soutien populaire** autour de l'idée de privatisations (créer un effet de cliquet) : cf politique de vente des logements sociaux ou de ouverture large de l'accès aux actions des entreprises privatisables (cf British Telecom +45% dans les premières semaines après la vente)

\* **procéder avec précaution** dans les domaines sensibles (cf Service National de Santé – une asphyxie financière lente accompagnée d'un encouragement au recours au secteur privé.

\* **établir une stratégie à long terme et une tactique adaptée et s'y tenir**, cf la politique non-interventionniste de 1979-1982 ; la bataille contre la grève de la faim des militants de l'IRA en 1981 ; la grève des mineurs de 1984-1985.

\* sur l'ensemble de la première période (sous la direction de Thatcher) la société britannique a été profondément transformée : passage d'une économie mixte à une *économie largement privatisée* ; *réduction draconienne du pouvoir syndical* ; *asphyxie du secteur social* et pressions idéologiques sur « les assistés ». Le pouvoir des directions d'entreprises est très largement rétabli, à la fois par l'affaiblissement des syndicats et par le développement massif du travail précaire (temps partiel contraint, contrats à durée limitée, travail des enfants, etc.). *Le pouvoir de l'Etat* britannique est largement *renforcé* (forte centralisation sous Thatcher) souvent sous le prétexte de la « lutte contre le terrorisme » de l'IRA. On voit un développement sans précédent dans la période d'après guerre des inégalités : alors que les 10% les plus aisés de la population britannique voient leurs revenus réels augmenter de 65% entre 1979 et 1992 (surtout grâce aux changements fiscaux), les 10% les plus pauvres voient leurs revenus baisser de 18% (chiffres de *Child Poverty Action Group*, 1996). La pauvreté est inégalement répartie ; elle touche en priorité les parents isolés, les femmes, les handicapés, les minorités ethniques...

\* à partir de 1984, le parti travailliste va modifier sa position sur les changements en cours, passant d'une opposition de principe à une acceptation de fait. A partir de 1994, avec l'arrivée de Blair à la tête du parti, les « modernisateurs » vont défendre une prise en compte « critique » de l'héritage thatchérien. Les conditions d'un nouveau consensus sont désormais réunies, cette fois-ci autour des idées néo-libérales et néo-conservatrices. A la défense du libre jeu des « mécanismes du marché » dans tous les domaines va s'ajouter une nouvelle vision autoritaire et moralisante de l'Etat : on va passer sous Blair d'une vision travailliste basée sur le traitement social de la pauvreté et de ses causes à un traitement pénal des pauvres (la Grande Bretagne a aujourd'hui le taux d'incarcération le plus élevé d'Europe).

\* on peut voir le blairisme comme un « néo-libéralisme de deuxième génération », reprenant l'essentiel des « acquis » de la période thatchérienne tout en oeuvrant à la consolidation et à la pacification des nouveaux rapports sociaux (la « sécurité » devient un mot clé dans le vocabulaire politique des néo-travaillistes. Les dangers inhérents aux excès thatchériens ont été bien perçus par les conseillers intellectuels de Blair (cf les travaux d'Anthony Giddens et de John Gray).

### *1945 –1979 : personnages clé*

**Clement Attlee** : premier ministre travailliste 1945-1951. Socila-démocrate. Responsable des grandes réformes économiques et sociales de la période.

**Aneurin Bevan** : dirigeant de la gauche travailliste. Ministre de la Santé.

**Ernest Bevin** : dirigeant syndical de la droite travailliste. Ministre des Affaires Etrangères. Acteur important dans la construction de la 'alliance anglo-américaine, dite « relation spéciale »

**Anthony Crosland** : théoricien « révisionniste » social démocrate et politicien travailliste

**Friedrich von Hayek** : économiste et philosophe autrichien. Fondateur de la Société du Mont Pèlerin. Principal théoricien du néo-libéralisme contemporain.

**Milton Friedman** : économiste américain. Principal théoricien de l'école monétariste. Co-fondateur de la Société du Mont Pèlerin.

**Ralph Harris** : militant néo-libéral. Membre de la Société du Mont Pèlerin. Co-fondateur de *L'Institute of Economic Affairs*

**Enoch Powell** : politicien conservateur. Nationaliste britannique xénophobe et néo-libéral.

**Margaret Thatcher** : Premier Ministre 1979-1990

**Keith Joseph** : principal allié de Thatcher au sein du parti conservateur

### **Mots-clé**

Nationalisation (« propriété commune des moyens de production, d'échange et de distribution ») et économie mixte; Etat « Providence » ; intervention de l'Etat ; gestion keynésienne de la demande ; protection sociale universelle ; « corporatisme » - gestion tripartite. Consensus ou compromis social-démocrate. Redistribution fiscale.